

Val-d'Or, le 23 janvier 2018

À : M<sup>e</sup> Christian Veillette  
Ministère de la Justice

c.c. : M<sup>e</sup> Denise Robillard, Ministère de la Justice  
M<sup>e</sup> André Fauteux, Ministère de la Justice  
M<sup>e</sup> Marie-Paule Boucher, Ministère de la Justice  
M<sup>me</sup> Andréane Lespérance, Secrétariat aux Affaires autochtones

De : M<sup>e</sup> Marie-Josée Barry-Gosselin, Procureure en chef adjointe

Objet : Demande de renseignements dans le cadre des travaux de la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès*

Dossier : DG-0093-C

M<sup>e</sup> Veillette,

Dans le cadre de ses travaux, la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* (CERP) sollicite la collaboration du Ministère de la Justice du Québec afin d'obtenir des informations sur les **rapports dits « Rapports Gladue »**.

À cet effet, nous demandons au Ministère de la Justice de nous transmettre les informations/documents suivants :

1. Le nombre de rapports Gladue ayant été produits par année depuis le 23 avril 1999 (date de la décision de la Cour suprême *R c Gladue* [1999] 1 R.C.S. 688, suite à laquelle ces rapports ont été instaurés).
2. Pour chacun de ces rapports Gladue : la provenance (nation et communauté) du contrevenant pour qui ce rapport Gladue est demandé, son sexe, sa date de naissance, les infractions dont il était accusé, le district judiciaire, le(s) numéro(s) de cause lié(s) à ce rapport Gladue et le rédacteur du rapport Gladue en question.
3. La liste des personnes habilitées à écrire des rapports Gladue au Québec, ainsi que les employeurs respectifs de ces personnes.

Nous vous prions de nous transmettre toute autre information ou document pouvant étayer ou soutenir les informations que vous nous fournirez en réponse à cette demande, même s'ils ne se retrouvent pas dans la liste ci-haut. Ces documents serviront à remplir le mandat de la CERP :

*La Commission d'enquête provinciale a pour mandat d'enquêter, de constater les faits, de procéder à des analyses afin de faire des recommandations quant aux actions correctives concrètes, efficaces et durables à mettre en place par le gouvernement du Québec et par les autorités autochtones en vue de prévenir ou d'éliminer, quelles qu'en soient l'origine et la cause, toute forme de violence et de pratiques discriminatoires, de traitements différents dans la prestation de certains services publics offerts aux Autochtones du Québec : les services policiers, les services correctionnels, les services de justice, les services de santé et les services sociaux ainsi que les services de protection de la jeunesse.*

Dans un premier temps, nous vous demandons de nous aviser, dans un délai de **cinq (5) jours**, si vous n'êtes pas en mesure de répondre à la présente demande, quelle qu'en soit la raison. Le cas échéant, veuillez nous faire part de vos motifs d'incapacité par courriel à [marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca](mailto:marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca).

Dans un deuxième temps, nous vous demandons de répondre à la présente en nous communiquant les informations et la documentation demandées dans les **trente (30) prochains jours**.

Pour ce faire, vous pouvez procéder par courriel à [nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca](mailto:nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca). S'il s'agit de documents confidentiels, nous vous proposons de mettre à votre disposition notre plateforme de Partage sécurisé de documents (PSD). Si cette proposition vous convient, veuillez nous l'indiquer par courriel à [nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca](mailto:nicole.durocher@cerp.gouv.qc.ca) afin que nous vous fassions suivre la procédure à cet effet. Enfin, si vous préférez nous les adresser par la poste, veuillez nous les faire parvenir par messagerie à l'adresse suivante :

M<sup>me</sup> Nicole Durocher  
Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics  
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Également, vous avez la responsabilité de nous aviser lorsque les documents ou les renseignements transmis en réponse à la présente ont un caractère confidentiel ou privilégié. Nous vous invitons donc à nous en faire part par écrit et à contacter, au besoin, le procureur en charge du dossier afin d'avoir une discussion sur l'utilisation qui pourra être faite des documents ou des renseignements.

Pour toute autre question concernant cette demande, veuillez m'en faire part directement par courriel à [marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca](mailto:marie-andree.denis-boileau@cerp.gouv.qc.ca) ou par téléphone au 819 354-5014.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre correspondance, nous vous prions d'agréer, M<sup>e</sup> Veillette, nos plus sincères salutations.

**M<sup>e</sup> Marie-Josée Barry-Gosselin**  
**Procureure en chef adjointe / Deputy Chief Counsel**  
Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès  
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8  
Tél.: (sans frais / toll free) 1 844 580-0113  
Tél.: 819 354-5039  
[marie-josée.barry-gosselin@cerp.gouv.qc.ca](mailto:marie-josée.barry-gosselin@cerp.gouv.qc.ca)



Le 23 février 2018

Madame Nicole Durocher  
Commission d'enquête sur les relations entre  
les Autochtones et certains services publics  
600, avenue Centrale  
Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Objet : Dossier DG-0093-C

---

Madame,

Tel que demandé par Me Marie-Josée Barry-Gosselin, procureure en chef adjointe, le 23 janvier dernier dans le cadre de la demande DG-0093-C, voici les informations demandées.

**1. Le nombre de rapports Gladue ayant été produits par année depuis le 23 avril 1999 (date de la décision de la Cour suprême *R c Gladue* [1999] 1 R.C.S. 688, suite à laquelle ces rapports ont été instaurés).**

Tel que mentionné dans la demande DG-0085-C, une procédure sous la responsabilité du Ministère, visant à structurer le cheminement des demandes de rapports et à en encadrer la production, a été mise en place le 13 avril 2015. Il est reconnu que des rapports ont été produits avant cette date, mais le Ministère n'est pas en mesure de les répertorier.

Ainsi, à partir des ordonnances de rapports obtenues des différents greffes du Québec, nous avons pu comptabiliser l'information demandée depuis avril 2015.

	2015-2016	2016-2017	2017-2018 (jusqu'au 11.01.2018)
Nombre de rapports	122	117	130

**2. Pour chacun de ces rapports Gladue : la provenance (nation et communauté) du contrevenant pour qui ce rapport Gladue est demandé, son sexe, sa date de naissance, les infractions dont il était accusé, le district judiciaire, le(s) numéro(s) de cause lié(s) à ce rapport Gladue et le rédacteur du rapport Gladue en question.**

L'information demandée est fournie sous forme de tableaux Excel, en pièce jointe.

Il est important de mentionner que l'information dont dispose le Ministère ne permet pas de répertorier à tout coup la provenance de l'ensemble des accusés. En effet, les données consignées indiquent le lieu de domicile de l'individu au moment de son passage au tribunal et il n'existe pas d'indicateur quant à l'appartenance à une nation autochtone. Dans de tels cas, la mention N/D (non disponible) est inscrite au sein de la base de données.

Notez également qu'en raison de la procédure mise en place en 2015, le Ministère n'est pas automatiquement informé du nom des rédacteurs attitrés aux demandes. La mécanique en place en milieu inuit et cri est relativement autonome et la quasi-totalité des rédacteurs en place fait partie de ceux qui ne sont pas rémunérés selon la directive du Ministère. Ceci dit, des demandes d'information ont été placées auprès des représentants de ces milieux pour obtenir le nom des rédacteurs qui nous sont manquants. L'information sera transmise à la Commission dès que possible.

**3. La liste des personnes habilitées à écrire des rapports Gladue au Québec, ainsi que les employeurs respectifs de ces personnes.**

L'information demandée est fournie sous forme de tableau Word, en pièce jointe.

Notons qu'une session de formation en milieu cri sera tenue incessamment et qu'une session pour des rédacteurs francophones se tiendra très certainement en mai prochain. De plus, une session pour des rédacteurs anglophones s'est tenue en août dernier et les accréditations seront connues bientôt.

Nous espérons le tout à votre entière satisfaction et je vous prie d'agréer, Madame, prions d'accepter, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre associé



M<sup>e</sup> Yan Paquette

p.j. (2)

## Liste des rédacteurs Gladue accrédités

Nom	Territoire couvert	Employeur
Louise Coonishish	Mistissini	GNC
Jimmy Ettapp	Mistissini	GNC
Joeseph Neeposh	Mistissini	GNC
Sheena Costain	Mistissini	GNC
Justus Coon Come	Mistissini	SPAQ
Rene Coon Come	Ouje-Bougoumou	GNC
Bentley Mianscum	Ouje-Bougoumou	GNC
Flora Blacksmith	Waswanipi	GNC
Marjorie Icebound	Waswanipi	GNC
Redfern Mark-Stewart	Eastmain	GNC
Janie Shanush	Eastmain	GNC
Sharon Moses	Eastmain	GNC
Issabelle Natawapineskum	Wemindji	GNC
Bradley A.J Georgekish	Wemindji	GNC
Marlene Bearskin	Chisasibi	GNC
Gabriel Herodier	Chisasibi	GNC
Ruth Masty	Whapmagoostui	GNC
Patricia George	Whapmagoostui	GNC
Losty Mamianskum	Whapmagoostui	GNC
Joseph Moar	Val-d'Or	GNC
Sharon McBride-Chasle	Témiscamingue	SPAQ
Wayne Cheezo	Waskaganish	GNC
Lois Blackned	Waskaganish	GNC
Nancy Spencer	Waskaganish	GNC
Lorraine Spencer	Montréal	GNC
Éliane Santchi	Montréal	Privé / Makivik
Stéphanie Gauvreau	Montréal	Privé / Makivik
Lyne St-Louis	Montréal	Makivik et privé
Alana Boileau	Montréal	Privé
Rebecca Kasudluak	Montréal	Makivik
Sonya Gagnier	Montréal	SPAQ
Darlene Cook	Akwesasne	Conseil / Akwesasne
Patricia Eshkibok	Kahnawake	SPAQ
Jo-Ann Stacey	Kahnawake	Conseil / Kahnawake
Mary-Blanche Métallic	Listuguj	Privé
Donna Metallic	Listuguj	SPAQ
Stéphane Duchesne	Mashteuiatsh	SPAQ
Natasha Mitchell	Kitigan Zibi	Privé
Eunice Decontie	Gatineau	SPAQ
Jacques Mousseau	Outaouais	SPAQ
Doris Labarre	Sept-îles	SPAQ
Victoria Régis	Sept-Iles	Privé

<b>Nom</b>	<b>Territoire couvert</b>	<b>Employeur</b>
Mélanie Martel	Québec	SPAQ
Marcelle Thibodeau	Québec	SPAQ
Charlotte Pien	Kawawachikamach	Conseil / Kawawachikamach
Mario Chachai	Obedjiwan	Conseil / Opiticiwan
Sarah Tuckatuck-Bennett	Nunavik et Montréal	Makivik
Anna Alasuak	Puvirnitug	Makivik
Mary-Hanna Angatookalook	Baie d'Hudson	Makivik
Amélie Beaulieu	Nunavik, St-Jérôme et Montréal	Privé / Makivik
Anita Gordon	Baie d'Ungava	Makivik
Martin Scott	Baie d'Ungava	Makivik
Jennifer Boots	Akwesasne	Conseil / Akwesasne
Julien Rock	Pessamit	Privé
Aileen MacKinnon	Baie d'Ungava	Privé / Makivik
Shannon Nicholas	Akwesasne	Conseil / Akwesasne

GNC : Gouvernement de la Nation Crie

SPAQ : Services parajudiciaires autochtones du Québec

Makivik : Société Makivik

Privé : Il s'agit de rédacteurs qui agissent à leur compte personnel.

Privé / Makivik : Il s'agit de rédacteurs qui agissent à leur compte personnel mais qui transitent par la Société Makivik.